

1 Diversification des exportations et croissance économique : le cas de Maurice

*Raja Vinesh Sannassee, Boopendra Seetannah
et Matthew John Lamport**

1.1 Introduction

Avec l'accélération du commerce mondial durant la seconde moitié du XX^e siècle, on a pu observer une structure des échanges très différente de celle prévue par les théories commerciales classiques fondées sur une concurrence parfaite, des avantages comparatifs et des rendements d'échelle constants (Krugman, 1980). Selon la théorie de la division du travail et de la spécialisation au service de la croissance économique et du développement formulée par Adam Smith, et le modèle du commerce international Heckscher-Ohlin Samuelson (HOS), les pays devraient se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif. Or, la littérature récente montre plutôt que les pays ont tendance à diversifier leur production et leurs exportations à mesure qu'ils se développent.¹

Dans la plupart des études menées, il est fait référence au «phénomène de concentration», qui consiste essentiellement en une concentration des produits de base et des marchés, et qui est considéré comme le principal facteur de l'instabilité des recettes d'exportation. Ainsi les pays dans lesquels la concentration des produits est importante subiraient les effets négatifs de la volatilité des prix du marché par le biais des fluctuations des recettes en devises. En ce sens, il est généralement avancé qu'un élargissement de la base d'exportation par le biais d'une diversification du portefeuille commercial national peut aider à préserver la stabilité des recettes d'exportation, stimulant ainsi la croissance économique à long terme.²

En outre, certains estiment que pour que les pays pauvres puissent s'enrichir, il est important qu'ils modifient la composition de leurs exportations. Les débats sur la thèse de Prebisch-Singer (1959) et la nécessité de l'industrialisation ont donné la

* Les auteurs remercient Madame C. D. Jagessur pour avoir mis les données à leur disposition. Ils expriment aussi leur plus profonde gratitude à Marion Jansen et Mustapha Sadni Jallab pour leurs observations judicieuses et leurs conseils. Le présent chapitre relève de la seule responsabilité des auteurs et il n'est pas censé représenter la position ou les vues de l'OMC ou de ses Membres.

priorité à la diversification des économies pour les rendre moins tributaires des produits de base en raison de la détérioration des termes de l'échange, de la faiblesse de la valeur ajoutée et de la lenteur de la croissance de la productivité.

De même, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2004) maintient que, faute de diversification des exportations dans les pays en développement, la baisse et les fluctuations des recettes d'exportation ont eu une incidence négative sur les revenus, les investissements et l'emploi. Grâce à la diversification, les risques liés aux investissements sont répartis sur un portefeuille plus large de secteurs économiques, ce qui se traduit par une augmentation des revenus (Acemoglu et Zilibotti, 1997). Selon Romer (1990), la diversification peut être considérée comme un facteur qui contribue à améliorer l'efficacité des autres facteurs de production. De plus, la diversification aide les pays à se protéger contre les détériorations des termes de l'échange en stabilisant les recettes d'exportation. La croissance économique et les changements structurels dépendent des types de produits qui sont échangés (Hausmann et Klinger, 2006; Hwang, 2006). Ainsi, grâce à la diversification de ses exportations, une économie peut progresser vers la production et l'exportation de produits plus élaborés, ce qui peut contribuer fortement à son développement économique. Par ailleurs, la diversification des exportations permet d'atteindre au niveau national certains objectifs macroéconomiques, à savoir une croissance économique durable, une balance des paiements satisfaisante, des créations d'emplois et une redistribution des revenus.

Compte tenu de ce qui précède et de la priorité donnée à la diversification des exportations dans les plans de développement de Maurice, l'objectif de la présente étude est d'examiner les interactions entre la diversification des exportations et la croissance économique à Maurice durant la période 1980-2010. Le reste de ce chapitre s'articule de la façon suivante : la section II présente des constats empiriques sur la relation entre la diversification des exportations et la croissance économique ; la section III examine la littérature empirique et présente certains résultats tirés de l'analyse concernant Maurice ; enfin, la section IV tire des conclusions et expose les conséquences possibles sur le plan des politiques.

1.2 Diversification des exportations et développement économique : constats empiriques

Il est souvent avancé que ce n'est pas seulement le niveau des exportations qui mène à la croissance, mais aussi le degré de diversification de ces exportations ou de la base d'exportation. Les défenseurs de ce point de vue ont mis en lumière la forte incidence qu'a la diversification sur la croissance. Par exemple, Romer (1990) a considéré la diversification comme un facteur de production tandis qu'Acemoglu et

Zilibotti (1997) ont affirmé que la diversification pouvait accroître les revenus en permettant de répartir les risques liés à l'investissement sur un portefeuille plus large. Toutefois, des études plus récentes ont avant tout examiné l'existence d'une relation non monotone entre la diversification et la croissance.

À cet égard, Imbs et Wacziarg (2003), dans leur article fondateur, ont utilisé des données relatives à la production et à la main-d'œuvre nationales pour étudier la relation entre la concentration sectorielle nationale et la structure du revenu par habitant dans différents pays. Les résultats de leurs études ont révélé l'existence d'un modèle non linéaire entre la diversification de la production et de l'emploi et la croissance. En utilisant des données relatives à l'emploi et à la valeur ajoutée par secteur couvrant un large éventail de pays à divers niveaux de désagrégation sectorielle, ils ont constaté que le processus de développement se caractérisait par deux stades de diversification. Dans un premier temps, la croissance se traduit par une augmentation de la diversification sectorielle, mais au-delà d'un certain niveau de revenu par habitant, la distribution sectorielle de l'activité économique recommence à se concentrer. Ainsi, selon eux, la concentration sectorielle suit une courbe en U. Il est intéressant de remarquer que les travaux de Imbs et Wacziarg (2003) soulèvent la question importante de savoir si cette courbe en U s'appliquerait également à la diversification des exportations.

Klinger et Lederman (2004) ont démontré que c'était bien le cas. En utilisant des données désagrégées sur les exportations, les auteurs ont constaté que, globalement, la diversification augmentait dans les pays peu développés mais diminuait lorsque le pays dépassait un certain revenu intermédiaire. En outre, Klinger et Lederman ont analysé la relation entre les nouveaux produits d'exportation et le niveau de développement. Dans ce cas particulier, ils ont constaté que le nombre de nouveaux produits exportés suivait une courbe en U inversée par rapport aux revenus, ce qui indique que les économies deviennent moins concentrées et plus diversifiées à mesure que les revenus augmentent. Ce n'est qu'à des niveaux de revenus relativement élevés qu'une augmentation de la croissance s'accompagne d'une plus forte spécialisation et d'une plus faible diversification.

Par ailleurs, Cadot, Carrère et Strauss-Kahn (2011a) proposent une décomposition revisitée de l'indice de concentration de Theil qui présente directement les marges extensives et intensives (nouveaux produits ou nouveaux marchés) de la diversification des exportations. Afin d'analyser comment les deux marges évoluent en fonction du PIB par habitant, les auteurs ont établi une vaste base de données couvrant 156 pays. Ils ont aussi constaté une relation en forme de bosse (courbe en U inversé) entre le développement économique et la diversification des exportations, une conclusion corroborant celles de Klinger et Lederman (2004).

Dans la présente étude, nous utilisons certains des concepts susmentionnés pour examiner le lien entre la diversification des exportations et la croissance dans le cas d'une économie insulaire, à savoir Maurice. Malgré le fait qu'elle soit une petite île dotée de ressources productives relativement limitées, Maurice avait réussi à se transformer pour passer d'une économie de monoculture à faible revenu à un pays à revenu intermédiaire et elle était aujourd'hui l'un des pays d'Afrique affichant les meilleurs résultats. En raison de son passé colonial, Maurice a pu tirer grandement parti du Protocole sur le sucre de l'UE depuis les années 1970. Toutefois, les exportations du pays étaient fortement concentrées dans le secteur du sucre et, dans une moindre mesure, dans le secteur des textiles et vêtements. Comme le montre le tableau 1, ces secteurs représentaient à eux deux environ 86% des exportations totales. Toutefois, au fil des ans, les gouvernements successifs et les investisseurs locaux ont réussi à diversifier progressivement leurs investissements dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée.

Tableau 1 Part des exportations totales, 1980-2010 (%)

Secteurs	1980	1990	1995	2000	2007	2008	2009	2010
Produits alimentaires et animaux vivants	-	-	-	-	15,13	13,09	14,37	14,20
Sucre de canne	68,87	29,68	24,88	8,31	7,37	5,87	5,28	5,25
Poissons et préparations de poissons	1,33	0,92	2,58	1,44	6,29	5,63	6,97	6,94
Articles manufacturés divers	0,00	0,00	0,00	0,00	24,60	19,94	21,41	20,05
Vêtements et accessoires du vêtement	17,99	52,34	55,29	37,12	21,23	16,96	18,05	16,31
Bijouterie, orfèvrerie et argenterie	0,00	0,94	0,98	0,97	0,78	0,78	0,97	1,41
Avitaillement des navires	0,00	3,24	2,24	2,71	4,19	6,35	4,26	5,15
Exportations totales de marchandises	100,00	100,00	100,00	57,85	53,64	48,22	47,66	47,37
Transport	0,00	0,00	0,00	8,79	9,83	9,35	9,07	7,35
Voyageurs	0,00	0,00	0,00	0,00	8,15	7,78	7,39	5,89
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,55	0,61	0,56	0,51
Voyages	0,00	0,00	0,00	21,32	27,89	30,58	28,81	25,38
À titre professionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	9,92	10,68	10,17	8,61
À titre personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	17,97	19,90	18,65	16,77
TIC	0,00	0,00	0,00	0,74	1,31	1,89	1,92	2,00
Autres services	0,00	0,00	0,00	11,30	7,33	9,96	12,54	17,90
Exportations totales de services	0,00	0,00	0,00	42,15	46,36	51,78	52,34	52,63
Exportations totales	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Bureau central de la statistique.

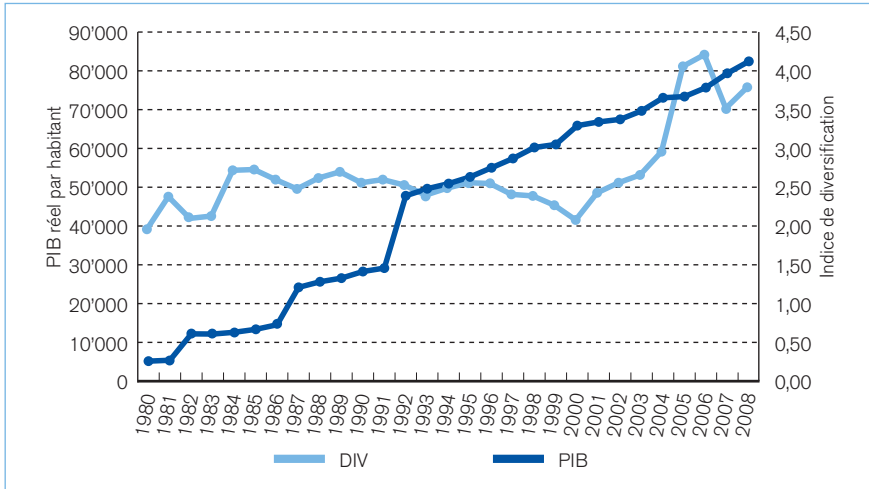
Avec la baisse continue du traitement préférentiel accordé aux pays ACP (Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et aux pays en développement en conséquence du GATT dans un premier temps puis de l'OMC depuis 1995, une dépendance prolongée à l'égard des secteurs du sucre et des vêtements comme seuls moteurs de la croissance des exportations aurait fortement limité le potentiel de croissance du PIB de Maurice. Au lieu de cela, grâce à des investissements privés réalisés au moyen des sommes obtenues suite à l'envolée des prix du sucre dans les années 1980, associés aux stratégies judicieuses et tournées vers l'avenir du gouvernement (visant à accroître les investissements dans l'éducation et les infrastructures), Maurice a réussi à passer d'une économie nettement tributaire des exportations à une économie relativement bien diversifiée, dans laquelle les secteurs du tourisme et des services contribuent fortement à la croissance des exportations. Les chiffres des deux dernières décennies témoignent de ce phénomène. Cela dit, le gouvernement s'est également employé à consolider la base traditionnelle existante grâce à l'adoption de mesures visant à encourager la restructuration et la modernisation des secteurs du textile et du sucre.

Enfin, au cours de ces dernières années, Maurice a promulgué des politiques axées sur la promotion de nouveaux secteurs, incluant les activités océaniques à terre, le développement de l'hôtellerie et de l'immobilier, la santé et les activités biomédicales, et le pôle de connaissances. Il ne fait aucun doute que ces politiques ont contribué à diversifier et développer la base d'exportation. En effet, le succès de l'économie mauricienne peut être en grande partie attribué à la politique d'ouverture commerciale adoptée par le pays, vu l'exiguïté de son marché intérieur. À cet égard, l'économie locale a affiché une croissance presque constante s'élevant en moyenne à 5% depuis l'indépendance du pays, et le PIB par habitant est passé de 260³ dollars EU en 1968 à 6 000 dollars EU en 2011.

La corrélation positive qui existe entre la diversification des exportations et la croissance à Maurice est illustrée dans la figure 1, dans laquelle la diversification des exportations est représentée par l'inverse de l'indice d'Herfindahl.⁴

La figure 1 montre que le PIB par habitant à Maurice a présenté une corrélation positive avec la diversification des exportations. Alors que la diversification des exportations a continué de fluctuer (comme le montre l'indice d'Herfindahl), la croissance économique a été régulière tout au long de la période étudiée. En résumé, Maurice a enregistré à la fois un accroissement de la diversification et une hausse du PIB réel par habitant pendant ces quelque 30 dernières années. Le fait que la diversification continue d'évoluer à la hausse indique que Maurice n'a pas atteint le niveau de diversification des économies développées.⁵

Figure 1 Évolution de la diversification des exportations et du PIB réel par habitant à Maurice, 1980-2008



Source : Calculs des auteurs.

1.3 Diversification des exportations et croissance économique

L'un des principaux avantages de la diversification des exportations qui a été mis en avant par les économistes est que cette diversification tend à avoir une incidence positive sur la croissance économique dans le pays concerné. La littérature traitant de la relation entre la diversification des exportations et la croissance économique a essayé de répondre à deux questions essentielles : premièrement, la diversification des exportations a-t-elle une incidence sur la croissance économique à long terme ; et deuxièmement, un pays peut-il stimuler ses résultats économiques en diversifiant ses exportations ?

Plusieurs études empiriques ont montré que la diversification des exportations contribue à stimuler la croissance du revenu par habitant. Love (1986), par exemple, a indiqué qu'un pays devrait éviter d'être fortement tributaire de l'exportation d'un nombre limité de produit car cela diminuait sa capacité à compenser en partie les fluctuations touchant certains secteurs d'exportation par les secteurs qui connaissent davantage de stabilité. Love a conclu que la diversification des exportations était une stratégie judicieuse pour réduire l'instabilité et qu'elle ne devrait pas se limiter uniquement aux secteurs autres que l'agriculture.

En outre, Gutiérrez de Piñeres et Ferrantino (2000), dans leur étude portant sur les pays d'Amérique latine, ont constaté qu'il existait une interaction positive entre la diversification des exportations et la croissance économique. Parmi les exemples de pays ayant connu une importante diversification de leurs exportations et une croissance relativement forte, on pouvait citer le Chili, la Colombie, El Salvador, l'État plurinational de Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay. Des résultats similaires ont été trouvés par Balaguer et Cantavella-Jordá (2004) concernant l'Espagne et par Hammouda *et al.* (2006) concernant les pays d'Afrique.

Fait intéressant, Greenaway, Morgan et Wright (1999) ont montré que non seulement la croissance des exportations tirait la croissance économique, mais que la composition des exportations avait également son importance. Leur étude corroborait aussi l'idée qu'il y avait davantage d'externalités liées au secteur manufacturier qu'aux autres secteurs. Ces externalités peuvent conduire à une diversification horizontale et à une amélioration de la capacité de toutes les branches de production à faire face à la concurrence étrangère (Matthee et Naudé, 2007). De plus, on pourrait aussi faire valoir que la part des exportations du secteur secondaire dans les exportations totales est un indicateur satisfaisant de la mesure dans laquelle un pays réussit à établir des liens en amont et à s'affranchir du secteur primaire. Dans cette optique, Levin et Raut (1997), par exemple, ont conclu qu'il pouvait y avoir une forte incidence positive sur la croissance économique lorsque les exportations totales d'un pays comprennent une plus forte proportion d'exportations de produits manufacturés.

La relation entre la productivité d'un pays et la variété sectorielle de ses exportations a aussi été étudiée par Feenstra et Kee (2004). Sur un échantillon de 34 pays pour la période 1984-1997, ils ont constaté qu'une augmentation de 10% de la diversité des exportations dans toutes les branches de production se traduisait par un accroissement de 1,3% de la productivité du pays. En outre, Herzer et Nowak-Lehmann (2006) ont analysé l'hypothèse selon laquelle il existe un lien entre la diversification des exportations et la croissance économique par le biais des externalités de l'apprentissage par la pratique et de l'apprentissage par l'exportation dans le cas du Chili, et ils ont constaté que la diversification tant horizontale que verticale des exportations avait un effet positif sur la croissance économique.

Toutefois, ce lien positif avancé entre la diversification des exportations et la croissance ne ressort pas toujours dans la littérature. Michaely (1977), par exemple, a constaté un lien positif important entre les exportations et la croissance économique dans les pays plus développés uniquement. Cela n'était pas le cas dans les pays les moins avancés. Il a estimé qu'un minimum de développement était nécessaire pour que les exportations aient un effet sur la croissance de l'économie.

L'analyse des séries chronologiques effectuée par Gutiérrez de Piñeres et Ferrantino (2000) n'a pas donné de résultats attestant d'une croissance induite par la diversification au Chili et en Colombie, contrairement à leur analyse des données de panel. Il n'a pas été constaté que la diversification des exportations était source de croissance économique. De même, l'étude menée par Chang *et al.* (2000) n'a pas donné de résultats corroborant cette hypothèse durant la période de croissance rapide du Taipei chinois (1971-1995). Enfin, Sharma et Panagiotidis (2005) ont cherché à vérifier l'hypothèse de la croissance tirée par les exportations dans le cas de l'Inde en utilisant différentes approches et leurs conclusions tendaient à renforcer les arguments invalidant l'hypothèse de la croissance tirée par les exportations.

Les renseignements susmentionnés montrent clairement qu'il existe des méthodes quantitatives qui permettent d'examiner la relation dynamique entre la diversification des exportations et la croissance. Aux fins du présent chapitre, un cadre de séries chronologiques dynamique a été appliqué dans le cas de Maurice pour la période 1980-2010.⁶ Ce cadre permet d'analyser la relation tant à court qu'à long terme entre la diversification et la croissance. L'utilisation d'un cadre de ce genre permet aussi d'examiner les liens de cause à effet et les effets indirects éventuels.

L'analyse empirique a révélé une relation positive entre la diversification des exportations et la croissance économique à Maurice tant à court terme qu'à long terme. À long terme, une augmentation de 1 % de la diversification se traduira par une augmentation de 0,11 % du PIB réel (voir tableau 2). On constate aussi que l'investissement intérieur, l'ouverture aux échanges, le capital humain et l'investissement étranger direct (IED) jouent un rôle important dans les résultats économiques à long terme.⁷

L'estimation de ce qu'on appelle les « modèles à correction d'erreur » nous permet d'analyser la vitesse de l'ajustement de l'économie au niveau d'équilibre à long terme. Nous constatons que, à court terme, une augmentation de 1 % de la diversification

Tableau 2 Relations à long terme (vecteur de cointégration estimé)

Variable	Coefficient	Coefficients t
PIB réel	1	
Concentration	-0,11***	5,58
Ouverture	0,39**	2,08
Taux de scolarisation dans le secondaire	0,29*	1,78
IED	0,18**	2,22
Formation brute de capital fixe intérieur	0,65***	3,23

Source : Calculs des auteurs.

Note : Les variables ont été utilisées sous forme logarithmique dans les régressions.

des exportations se traduit par une augmentation de 0,09% du PIB. Cela signifie que l'incidence de la diversification des exportations sur la croissance économique est plus faible à court terme qu'à long terme. Cela dit, l'ajustement ne prendra pas longtemps, notamment parce que la croissance économique contribue aussi à accroître la diversification. En outre, on constate que l'ouverture, le capital humain et l'IED favorisent la diversification des exportations.⁸

1.4 Conclusions et recommandations concernant la politique

Même s'il est largement admis que la diversification des exportations peut se traduire par des avantages substantiels, et même si nous avons observé une certaine libéralisation dans le domaine des exportations, on pourrait faire valoir que certains obstacles qui limitent la diversification des exportations subsistent, notamment dans les PMA. Parmi ces obstacles, on trouve la faible élasticité de la demande, le manque de financement, la bureaucratie, les obstacles à l'entrée sur le marché, l'inadéquation des infrastructures et le manque de main-d'œuvre qualifiée. De plus, la Banque mondiale, par exemple, a noté que la faiblesse des institutions publiques entrave les activités du secteur privé. Cette faiblesse se manifeste par une insuffisance au niveau des décisions de politique et de la gestion publique, des entraves à l'entrepreneuriat privé et à la concurrence, et une augmentation de la corruption en raison de systèmes réglementaires et juridiques lourds et d'entreprises d'État déficitaires. De même, l'investissement privé peut être freiné à cause de banques commerciales mal réglementées et sous-capitalisées, et de problèmes en matière de télécommunications, d'infrastructure et de maintien de l'ordre.

Ces éléments soulignent clairement le rôle central que peut jouer l'État, en adoptant les politiques adéquates, pour promouvoir la diversification de la base d'exportation du pays. Par exemple, comme l'indique le modèle de croissance endogène, il est possible de diversifier les exportations en appliquant l'apprentissage par la pratique et l'apprentissage par l'exportation et en adoptant les pratiques des pays développés (Gutiérrez de Piñeres et Ferrantino, 1997). En conséquence, il convient de ne pas sous-estimer le rôle que peut jouer l'État pour promouvoir le secteur financier et stimuler les entrées d'IED en offrant des incitations appropriées.

Par ailleurs, Hammouda *et al.* (2006) ont soutenu que l'application de politiques économiques et non économiques qui se traduisent par une diversification des exportations et des produits pouvait, dans une large mesure, aider à surmonter les obstacles à la croissance qui résultent de l'accumulation de facteurs. Dans ces conditions, ils ont conclu que les pays africains devraient chercher à augmenter leurs niveaux d'investissement, améliorer la gouvernance, éliminer les conflits, adopter des politiques budgétaires non conservatrices et garantir la stabilité macroéconomique,

en plus d'appliquer des politiques industrielles et commerciales qui stimulent la diversification économique. L'adoption de politiques de ce genre ne peut que favoriser la diversification des exportations, ce qui augmentera la contribution de la productivité totale des facteurs à la croissance économique.

En outre, il est aussi possible de diversifier les exportations par le biais d'incitations qui facilitent les échanges en introduisant des mesures visant à réduire les coûts. En effet, la diversification des exportations est assez sensible aux prix. Parmi ces mesures on trouve la réduction des obstacles nationaux à l'entrée, la facilitation de l'enregistrement des sociétés grâce à un allègement des procédures et à l'application d'un droit fixe d'enregistrement, et la suppression des paiements avant impôts.

Enfin, des investissements pourraient et devraient être réalisés dans des activités de recherche-développement (R-D) qui renforcent la situation des entreprises, notamment en termes de technologie, et qui peuvent les rendre mieux à même de développer la base d'exportation du pays. Toutefois, comme ces activités de R-D et d'innovation technologique sont normalement stimulées par les incitations fiscales et financières, il est essentiel que des mesures d'accompagnement de ce genre soient fournies aux entreprises qui investissent dans des nouvelles technologies et des activités de R-D.

Fait intéressant, il semblerait que le lien positif entre la diversification des exportations et la croissance constaté à Maurice dans la présente étude soit pour beaucoup le fruit de politiques publiques rationnelles (examinées dans la section II) qui ont permis de créer un environnement propice aux activités du secteur privé et à la diversification de sa base d'exportation, aussi bien dans des branches de production différentes qu'au sein d'une même branche.

Toutefois, même s'il l'on peut affirmer que Maurice a enregistré d'excellents résultats depuis les années 1980, les événements mondiaux récents pourraient malheureusement avoir une incidence négative sur les prévisions de croissance future si des mesures et politiques appropriées ne sont pas élaborées et adoptées. Les répercussions négatives de la crise financière de 2008 se font déjà sentir. On a pu observer une baisse des arrivées de touristes et une diminution concomitante des activités connexes au niveau local. Malheureusement, il ne s'agit pas de la seule difficulté. Le contingent de sucre garanti attribué par l'UE doit prendre fin prochainement, et il est évident que Maurice ne sera pas en mesure de soutenir la concurrence de pays tels que le Brésil. Compte tenu de ces éléments, les mesures suivantes sont proposées :

- Il faudrait consolider les secteurs traditionnels de l'île en continuant à accorder la priorité à la production de produits à plus forte valeur ajoutée, ce qui implique des investissements destinés à moderniser la base technologique de ces secteurs.

- La crise financière actuelle a permis de mettre en lumière la dépendance excessive de l'île à l'égard des marchés touristiques traditionnels. Pour cette raison, il est proposé que le gouvernement lance une campagne de commercialisation intensive visant à stimuler la demande émanant d'autres régions, en particulier les économies émergentes et les BRIC, pour les produits touristiques mauriciens.
- Maurice a toujours été en première ligne des différentes initiatives régionales auxquelles elle participe. En conséquence, il est proposé de prendre des mesures favorisant l'identification de nouveaux marchés d'exportation régionaux. Cet objectif peut être réalisé par la signature de traités bilatéraux et d'accords commerciaux régionaux avec des pays membres, qui permettraient sans aucun doute d'étendre le commerce de biens et de services de Maurice. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement devrait collaborer étroitement avec ses homologues régionaux en vue de simplifier les prescriptions administratives et de réduire le nombre de mesures non tarifaires appliquées dans la région afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits en provenance des pays membres et à destination de ces derniers.
- Maurice possède des avantages indéniables de par sa stabilité politique, une infrastructure comparable à celle de certaines économies émergentes d'Asie de l'Est, un régime fiscal simplifié et différentes conventions de double imposition signées avec plusieurs pays. Ces avantages, associés à l'intérêt toujours croissant manifesté par les investisseurs européens et est-asiatiques, offrent une excellente occasion pour le gouvernement de promouvoir le pays en tant que plate-forme de réinvestissement dans la région.
- Même si le secteur offshore mauricien a connu un succès assez remarquable depuis sa création, il dépend malheureusement beaucoup de la convention de double imposition signée avec l'Inde, qui accorde un traitement préférentiel aux sociétés offshore exerçant des activités à Maurice. Or, ces dernières années, le gouvernement indien a exercé des pressions accrues en vue de réviser cette convention, compte tenu du supposé manque à gagner pour ses recettes fiscales. Pour atténuer toute incidence négative éventuelle qu'un tel changement concernant la convention de double imposition pourrait avoir, il est proposé que le gouvernement et le secteur privé investissent dans la formation de personnel pour des services à forte valeur, qui permettraient d'accroître l'importance des opérations offshore.

Notes finales

1. Voir Imbs, J., et R. Wacziarg (2003) et Cadot, Carrère et Strauss-Kahn (2011a), entre autres.
2. Voir Meilak (2008); Loayza et al. (2007); Banque mondiale (1999); Ghosh et Ostry (1994); et Bleaney et Greenaway (2001), entre autres.
3. Ces chiffres ont été calculés avec un taux de change d'environ 30 MUR pour 1 dollar EU.

4. L'indice d'Herfindahl mesure la concentration et sa valeur est comprise entre 0 et 1, une valeur élevée indiquant un haut niveau de concentration. Par conséquent, plus l'inverse de l'indice est élevé, plus les exportations sont diversifiées.
5. Voir la discussion sur les conclusions de Klinger et Lederman (2004) ci-dessus.
6. Plus précisément, un modèle à vecteur autorégressif a été utilisé. Cette approche n'impose pas de restrictions a priori sur les relations dynamiques entre les différentes variables. Ce modèle ressemble à un modèle à équations simultanées dans la mesure où plusieurs variables endogènes sont examinées ensemble.
7. Pour des discussions plus détaillées et techniques, voir le document présenté par les auteurs lors de l'atelier du DAAD «Perspectives of Emerging Markets», qui s'est tenu à Maurice en juin 2012.
8. Ces constatations sont conformes à celles de Cadot, Carrère et Strauss-Kahn (2011b).

Bibliographie

Acemoglu, D. et F. Zilibotti (1997), «Was Prometheus unbound by chance? Risk diversification and growth», *Journal of Political Economy* 105(4), pages 709 à 751.

Balaguer, J. et M. Cantavella-Jordá (2004), «Structural change in exports and economic growth: Cointegration and causality analysis for Spain (1961-2000)», *Applied Economics* 36(5), pages 473 à 477.

Banque mondiale (1999), *Dealing with commodity price volatility in developing countries: A proposal for a market-based approach*, Paper for the Roundtable on Commodity Risk Management in Developing Countries, Washington (D.C.).

Bleaney, M. et D. Greenaway (2001), «The impact of terms of trade and real exchange rate volatility on investment and growth in sub-Saharan Africa», *Journal of Development Economics* 65(2), pages 491 à 500.

Cadot, O., C. Carrère et V. Strauss-Kahn (2011a), «Export diversification: What's behind the hump?», *The Review of Economics and Statistics* 93(2), pages 590 à 605.

Cadot, O., C. Carrère et V. Strauss-Kahn (2011b), «Trade diversification: Drivers and impacts», dans M. Jansen, R. Peters et J. M. Salazar-Xirinachs (Eds.), *Trade and employment: From myths to facts*, Organisation internationale du travail, Genève.

Chang, T., W. Fang, W. Liu, et H. Thompson (2000). «Exports, imports and income in Taiwan: An examination of the export-led growth hypothesis», *International Economic Journal* 14 (2), pages 151 à 160.

Feenstra, R. C. et H. L. Kee (2004), *Export variety and country productivity*, National Bureau for Economic Research, NBER Working Paper n° 10830, Cambridge, Massachusetts.

- Ghosh, A. R. et J. D. Ostry (1994), *Export instability and the external balance in developing countries*, IMF Working Paper n° 94/8, Fonds monétaire international, Washington (D.C.)
- Greenaway, D., W. Morgan et P. Wright (1999), «Exports, export composition and growth», *Journal of International Trade and Development* 8(1), pages 41 à 51.
- Gutiérrez-de-Piñeres, S. A. et M. Ferrantino (1997), «Export diversification and structural dynamics in the growth process: The case of Chile», *Journal of Development Economics* 52(2), pages 375 à 391.
- Gutiérrez-de-Piñeres, S. A. et M. Ferrantino (2000), *Export dynamics and economic growth in Latin America: A comparative perspective*, Ashgate, Burlington, Vermont.
- Hammouda, H. B. et al. (2006), *Diversification: Towards a new paradigm for Africa's development*, ATPC Work in Progress n° 35, Centre africain des politiques commerciales, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis Abeba.
- Hausmann, R. et B. Klinger (2006), *Structural transformation and patterns of comparative advantage in the product space*, Center for International Development at Harvard University, CID Working Paper n° 128, Cambridge, Massachusetts.
- Herzer, D. et F. Nowak-Lehmann (2006), «What does export diversification do for growth? An econometric analysis», *Applied Economics* 38(15), pages 1825 à 1838.
- Hwang, J. (2006), *Introduction of new goods, convergence and growth*, Harvard University Job Market Paper, Cambridge, Massachusetts.
- Imbs, J. et R. Wacziarg (2003), «Stages of diversification», *American Economic Review* (93)1, pages 63 à 86.
- Klinger, B. et D. Lederman (2004), *Discovery and development: An empirical exploration of «new» products*, Policy Research Working Paper n° 3450, Banque mondiale, Washington (D.C.).
- Krugman, P. (1980), «Scale economies, product differentiation, and the pattern of trade», *American Economic Review* (70)5, pages 950 à 959.
- Levin, A. et L. K. Raut (1997), «Complementarities between exports and human capital in economic growth: Evidence from the semi-industrialized countries», *Economic Development and Cultural Change* 46(1), pages 155 à 174.
- Loayza, N., et al. (2007), «Macroeconomic volatility and welfare in developing countries: An introduction», *World Bank Economic Review* 21(3), pages 343 à 357.
- Love, J. (1986), «Commodity concentration and export earnings instability: A shift from cross-section to time series analysis», *Journal of Development Economics* (24)2, pages 239 à 248.

Matthee, M. et W. A. Naudé (2007), *The determinants of regional manufactured exports from a developing country*, WIDER Research Paper n° 2007/10, Université des Nations Unies, Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UN-WIDER), Helsinki.

Meilak, C. (2008), « Measuring export concentration : The implications for small states », *Bank of Valletta Review* (37), pages 35 à 48.

Michaely, M. (1977), « Exports and growth », *Journal of Development Economics* (4)1, pages 49 à 53.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2004), *La situation des marchés des produits agricoles 2004*, Rome.

Romer, P. M. (1990), « Endogenous technological change », *Journal of Political Economy* (98)5, pages 71 à 102.

Sharma, A. et T. Panagiotidis (2005), « An analysis of exports and growth in India : Cointegration and causality evidence (1971-2001) », *Review of Development Economics* (9)2 pages 232 à 248.